Responsabilité du transporteur aérien en cas d'annulation ou de retard de vol

Retard ou annulation de vol : peut-on obtenir plus que l'indemnisation forfaitaire du règlement CE 261/2004 ?

Lorsqu'un vol est annulé ou fortement retardé, le règlement européen CE 261/2004 prévoit une indemnisation forfaitaire pour les passagers. Mais peut-on aller plus loin et réclamer des dommages et intérêts complémentaires, notamment pour préjudice moral?

La réponse est oui, sous certaines conditions.

Le règlement CE 261/2004, la convention de Montréal de 1999 et le Code des transports s'articulent pour encadrer la responsabilité du transporteur aérien. L'article 12 du règlement CE 261/2004 ouvre expressément la voie à une indemnisation complémentaire, sans exclure le droit national ou les stipulations de la convention de Montréal.

Une indemnisation complémentaire possible, mais encadrée

La jurisprudence européenne (CJUE, aff. C-83/10 Aurora Sousa Rodríguez c/ Air France, 2011) a clairement admis que l'indemnisation forfaitaire ne fait pas obstacle à des dommages et intérêts supplémentaires.

Ces derniers doivent :

- Reposer sur un fondement distinct (droit national ou convention de Montréal);
- Viser un préjudice différent de celui couvert par le forfait (par exemple, le préjudice moral, ou des frais non remboursés par le règlement);
- Ne pas conduire à une double indemnisation du même dommage.

Annulation ou retard : définitions précises

Selon la CJUE, un vol annulé inclut même les cas où l'avion décolle mais retourne à son point de départ. Quant aux vols retardés, ils peuvent ouvrir droit à indemnisation s'ils causent une perte de temps importante (3 heures ou plus), assimilable à une annulation.

Sanctions possibles pour les compagnies

Le non-respect des obligations prévues par le règlement CE 261/2004 peut entraîner des amendes administratives (article R. 6432-4 du Code des transports), indépendamment des recours civils.

En résumé

Le passager victime d'un retard ou d'une annulation peut, en plus de l'indemnisation forfaitaire, obtenir des dommages et intérêts complémentaires, notamment pour préjudice moral.

Mais cette demande doit être fondée sur une base juridique distincte et ne doit pas conduire à une double indemnisation du même préjudice.